

Jean-Michel Delaye (POI) : « Donner une voix aux revendications sociales »

C'est une candidature inédite que portera Jean-Michel Delaye aux élections des 20 et 27 mars dans le canton de Niederbronn-les-Bains : sous les couleurs du Parti ouvrier indépendant (POI), situé à l'extrême gauche de l'échiquier politique, le militant syndical se veut le porte-voix du mécontentement de la classe moyenne.



Pour Jean-Michel Delaye, il est urgent d'organiser la défense des services publics, des acquis sociaux et des communes. (Photo DNA)

imprimer envoyer commenter partager : [f](#) [t](#)

Établi à Brumath où il est conseiller municipal, Jean-Michel Delaye, 43 ans, connaît très bien le canton de Niederbronn-les-Bains pour y avoir accompagné, avec la CGT dont il est un militant extrêmement actif en Alsace du Nord, les nombreux mouvements sociaux qui ont agité les entreprises du secteur ces dernières années.

« Une école qui ferme, c'est une commune qui meurt »

« Il faut une vraie rupture avec les politiques en place, dictées par l'Union européenne, martèle l'attaché territorial, également secrétaire du Centre national de la fonction publique territoriale. Le mouvement des retraites a engendré une mobilisation du monde ouvrier et de la jeunesse jamais vue à Haguenau. Le problème, c'est que ce mouvement n'a pas de représentation politique, surtout pas au FN qui instrumentalise la colère de la classe ouvrière, mais au fond s'en fiche. Il nous faut créer les conditions d'une expression politique du mécontentement de ces milliers de gens. »

En commençant, dans le canton de Niederbronn-les-Bains où Jean-Michel Delaye se présente pour la première fois, par défendre les services publics, les acquis sociaux, les communes et le département. Le candidat et sa suppléante Martine Bloch, documentaliste et ancienne professeure au collège de Reichshoffen, s'opposent ainsi à toute fermeture de classe : « Au nom de la réduction des déficits publics, l'Inspection académique veut supprimer 93 postes dans le Bas-Rhin. L'école de Nehwiller est déjà condamnée. Le député Frédéric Reiss veut aller encore plus loin en proposant la fusion de toutes les écoles de moins de 15 classes. C'est inacceptable : une école qui ferme, c'est une commune qui meurt. »

« Il faut anticiper les coups »

Dans la même logique, Jean-Michel Delaye prône le retour à la Sécurité sociale de 1945 et au remboursement de droit à 90 % et 100 % du régime local, et s'oppose à la fermeture du centre d'assurance-maladie de Niederbronn, conséquence de la fusion des CPAM en 2009. Surtout, il mène campagne pour l'interdiction des licenciements et la nationalisation des banques et de secteurs clés de l'industrie, pour défendre les usines et les petits commerces comme la Coop, sérieusement mis à mal dans le canton — «Il ne faut pas attendre que des emplois disparaissent pour se battre : il faut anticiper les coups. »

Enfin, le candidat du POI s'insurge contre la suppression des abattements fiscaux sur la taxe d'habitation, votée à l'unanimité par les conseillers généraux bas-rhinois (UMP, centristes, socialistes et écologistes) : « Ce n'est pas à la population de payer la dette. » En conséquence, il refuse catégoriquement le projet de Conseil unique d'Alsace, qui selon lui entraînerait la mort du Département et des communes, surtout rurales, « déjà étranglées financièrement ».

FLORIAN HABY